

Lettre du NPA86 à la liste « Osons Poitiers : écologique, sociale, solidaire et citoyenne », aux citoyen.n.e.s et aux organisations membres.

Stop ou encore !

Chères et chers camarades,

Au deux-tiers de la mandature et au moment où commence à se poser la question (prématurée) de comment continuer, il est nécessaire de faire un bilan critique de ces 4 années pour aller de l'avant et voir comment aborder les prochaines échéances municipales.

Le peu de bilan fait jusqu'à maintenant (en AG plénière) n'a été réalisé qu'au regard du positionnement des élus, dans le cadre des prises de positions lors des conseils. De ce point de vue, nous pouvons partager le bilan globalement positif.

Mais ce n'est pas suffisant pour apprécier 4 années de fonctionnement.

Il faut essayer d'expliquer la perte de la dynamique de la campagne et des mois qui ont suivi l'élection. C'est sûrement le plus grave pour les militants du NPA86. En effet cela obère nos capacités d'actions. Nous n'avons pas pu (ou très difficilement) faire vivre une activité d'Osons en dehors de l'activité des conseils. Les tentatives de compte rendu écrit régulier à distribuer sur les marchés a tourné court. Les campagnes spécifiques menées (pollution de l'air et de l'eau, transports) ont été limitées en nombre, en durée et sur la variété des sujets abordés. Ces campagnes auraient pu constituer une dynamique permettant de mobiliser les militants politiques, associatifs et syndicaux et de devenir des axes et des marqueurs forts pour 2020. A part les luttes pour l'ancien théâtre et la présence des élus sur les rassemblements réguliers organisés par les associations et les syndicats, Osons ne s'appuie pas assez sur les revendications de ces mouvements sociaux (nationaux pour la plupart) en les reprenant à son compte et en marquant clairement son ambition d'incarner une alternative à la gauche du PS. Les tentatives de faire vivre des commissions sur des sujets en dehors du calendrier imposé ont aussi tourné court (outilthèque par exemple). C'est sur la question des transports en commun gratuits que nous sommes allés le plus loin même si celle-ci n'a pas été évidente à animer et à faire vivre. Mais il y a urgence à reprendre le travail tant cette question va devenir centrale lors de la prochaine échéance : le sujet est repris et appliqué aussi sur la droite d'Osons dans d'autres villes (en France comme en Europe) et le débat pour 2020 se situe davantage maintenant sur quelle gratuité nous souhaitons pour les habitants : un service public de qualité, ne transigeant pas sur les fréquences des bus et les plages horaires, avec un encadrement humain à la hauteur de cette exigence.

La multiplication des réunions, leurs ordres du jour, leurs articulations (AG mensuelle, prépa des conseils, réunions du mercredi midi, commissions diverses...) auxquelles il faut ajouter les conseils et les commissions municipales...C'est lourd, très lourd. Pas toujours facile de s'y retrouver. On ne comprend pas vraiment ce qui est décidé et dans quel lieu.

Nos AG devraient être un lieu de centralisation des activités et des prises de décisions. Elles ont des ordres du jour beaucoup trop longs. Il faut en revoir le contenu et peut-être aussi le rythme pour qu'elles conservent une utilité.

Il ne devrait pas y avoir une réunion sans compte rendu afin que chacun.e puisse disposer des informations et se les approprier (surtout les réunions du mercredi midi, et celles des commissions, où tout le monde ne peut pas aller).

L'incantation unitaire ne suffit pas. L'union n'est pas la soumission (ex: les frondeurs du PS non écoutés qui ont entraîné l'implosion d'un parti pris dans ses contradictions internes). Seul le débat et les échanges permettent d'homogénéiser le groupe et d'avancer concrètement en faisant vivre les propositions. Cela tend à mettre les militant.es sur un pied d'égalité. Nous pensons qu'incarner une alternative politique passe par un « contrôle » des élus par la base du mouvement. C'est pourquoi par exemple nous ne comprenons pas vraiment l'usage de la liste « Diraspumoi », où se trouvent élus et quelques militants. Si nous considérons que l'activité quotidienne peut être prise en main par un petit groupe de personnes actives, ce petit groupe doit être élu par l'assemblée, et des comptes-rendus de chaque réunion doivent être faits pour suivre l'activité. C'est aussi un moyen de limiter la délégation de pouvoir sur les décisions politiques et tactiques.

Les débats « strictement » municipaux apparaissent et sont de fait bien souvent très techniques. Soit on les laisse à deux ou trois spécialistes et on a confiance, soit, et c'est ce que nous pensons, on essaye de les faire partager pour que le plus grand nombre puisse s'en emparer, ce qui permet de démultiplier nos forces d'explications et de préparer l'avenir en préparant le nécessaire renouvellement.

Plusieurs points doivent être débattus car ils sont régulièrement abordés entre nous :

- **Les institutions** : nous intervenons dans un cadre très fermé qui ne nous est pas favorable. L'Etat prend quand même beaucoup de précaution dans ce qu'il met en place et aujourd'hui les marges de manœuvre d'une municipalité sont très réduites. La loi Notre accentue ce fait. Il n'est pas possible de changer significativement la vie des poitevins dans le seul cadre municipal. Grenoble est un exemple concret de ces difficultés ([lien vers des articles critiques de la gestion](#)

grenobloise [ICI](#) ou [ICI](#)) et a créé de fortes désillusions pour nombre d'habitants et de militants croyant y trouver une alternative. Mais il est possible de faire des petits pas comme la gratuité des transports et de l'eau par exemple. Cela ne se fera qu'avec une mobilisation des salarié.es, des retraité.es, des jeunes et des habitant.e.s de quartiers pour imposer ce choix politique. Nous pouvons nous rendre utiles lors des mouvements sociaux en contribuant à la création de collectifs larges spécifiques et par des campagnes à mener (ce qui s'est bien fait lors de la lutte autour de « La Maison » mais fût complètement raté, et même contreproductif lors des « Nuits debout »). Nous pensons enfin qu'il faut débattre sur ce qu'est le rôle d'un élu d'opposition municipale : doit-on imiter la novlangue de Claeys et des politiciens professionnels pour paraître "crédibles" ? Doit-on raisonner strictement sur des problématiques locales et intervenir en réutilisant les catégories des politiques publiques, qui ne sont pas neutres, jouent contre nous et nous enferment dans un jeu perdu d'avance (car nous sommes minoritaires au conseil municipal) ? Ou au contraire (c'est ce que nous pensons) ne devons-nous pas rechercher le lien entre politiques locales et nationales, inventer d'autres façons d'aborder les problématiques instituées en inventant d'autres façons de financer, en expliquant que les problèmes sont mal posés et apportent des réponses inadaptées et en utilisant une forme subversive et polémique, par un langage renouvelé ? Mais aussi en créant des budgets alternatifs incluant de nouvelles recettes, en supprimant des dépenses qui ne nous paraissent pas nécessaires, etc. Bref, "faire un pas de côté" pour mieux marquer notre différence dans notre approche de la politique et de l'alternative que nous voulons incarner. L'important est à notre sens que la population et la presse reprennent davantage nos propositions, notre approche des problématiques locales, plutôt que de paraître "crédible" aux yeux du maire et des autres élus qui auront toujours, quoiqu'il en soit, le dernier mot dans les décisions.

- **L'écologie** : Il y a urgence à avancer car ça chauffe ! Pour cela il faut emporter la conviction de la population. Une municipalité peut être volontariste et exemplaire dans ses choix (isolation de ses bâtiments, circuits courts et bio dans des cantines gratuites...). La question des pollueurs payeurs est beaucoup plus compliquée. Elle pénalise toujours les mêmes tandis que les vrais pollueurs comme Total s'exonèrent très facilement en rachetant des droits à polluer. Nous refusons également l'individualisation de la lutte écologique (même si individuellement chacun.e peut agir, cela est autre chose). Faire un petit chèque à ceux qui vont changer leurs fenêtres, par exemple, ne répond pas à l'urgence d'isoler l'ensemble des bâtiments privés et publics.

- **Le Social** : Ce n'est pas forcément un thème direct des conseils mais il est présent bien souvent au travers de différentes délibérations comme les tarifs municipaux ou encore la subvention au CCAS. Mais sans lecture très claire à

l'extérieur. Ce sont des questions qu'il faut porter plus fortement dans les conseils mais surtout à l'extérieur pour intéresser les classes populaires poitevines à notre politique. Ce n'est pas toujours facile pour notre regroupement car chacune des composantes veut aussi pouvoir s'exprimer sur des sujets qui ne sont pas spécifiquement locaux. Aussi, si l'intervention directe sur les lieux de travail pour défendre les droits des salarié.e.s peut se faire difficilement pour « Osons » hors des entreprises gérées par la ville, il est possible d'agir dans les quartiers populaires et à travers nos propositions. Pour la mixité sociale nous défendons par exemple la construction de logements sociaux dans les quartiers bourgeois, et nous demandons la suppression de la police municipale avant que celle-ci ne devienne à Poitiers (comme cela se fait ailleurs) une arme supplémentaire pour s'en prendre aux classes populaires et aux jeunes des classes populaires en particulier.

Il convient de rappeler que nous n'évoluons pas dans un contexte qui nous est favorable : Défaite des luttes sociales, montée de l'extrême droite, individualisation croissante comme résultat des politiques successives des différents gouvernements cassant un à un les conquits sociaux et laissant croire qu'il est plus simple et plus juste de s'en sortir chacun pour soi plutôt que de défendre des outils collectifs etc.

Prendre le temps de débattre n'est jamais inutile. Le lancement de la campagne nous interpelle par sa rapidité et par son citoyennisme. Qu'est ce qui peut justifier cette rapidité, une course à l'échalote avec EELV qui aurait la même démarche qu' Osons? Nous pensons que c'est beaucoup trop tôt pour partir en campagne. Par ailleurs, le contexte politique global nous pousse à être très prudents face au discours expliquant que la mairie est à portée de main pour la gauche radicale.

Nous pensons que ce sont les idées, les propositions phares, une autre conception du rôle d'élu, l'appui sur les mouvements sociaux qui feront la différence et produiront plus largement l'alternative. Sans quoi nous sommes voués à être perçus comme des candidats de l'alternance à Claeys, à être plus politiciens que porteurs/producteurs d'une autre politique. Quant au « citoyennisme » à outrance, à la mode au fur et à mesure que les politiciens professionnels se déconnectent de leurs bases (au détriment de ceux qui font de la politique par eux-mêmes dans leurs organisations), il a surtout le « mérite » de gommer les classes sociales et il ne faudrait pas que le seul MEDEF pense que la lutte des classes existe toujours (avec beaucoup de succès pour eux en ce moment).

Le NPA86

Poitiers, Le 19 octobre 2018.